

LA LIBERTE DES GAYS ET DES LESBIENNES EST-ELLE L'UNE DES CONDITIONS DE LA CREATION CULTURELLE ?

Exposé du 2 février 2012 à la Friche Belle de Mai,
dans le cadre du club de réflexion Pensons Le Matin

La création artistique apparaît comme le témoignage de l'aspiration de l'être humain à la Liberté. De fait, l'autonomie esthétique résonne fortement dans les champs politique et philosophique. Pas étonnant alors que l'art s'accommode peu des postures moralisatrices. Christian de Leusse affirme que la reconnaissance des droits fondamentaux de toutes les sexualités et de toutes les « identités de genre » ne peut que renforcer la création culturelle.

Christian de Leusse milite, depuis de nombreuses années, pour abolir toutes les formes de discrimination qui pèsent sur les populations lesbiennes, Gay, bi et trans (LGBT*). Dès 1978, il a été l'un des fondateurs du GLH (Groupe de Libération Homosexuelle phocéenne, devenu Groupe des lesbiennes et Homosexuels). Il a organisé les premières Gay prides à Marseille. Il a également été l'un des initiateurs des Universités d'été des homosexualités, un rassemblement qui allie « *la réflexion, la recherche, la fête, la solidarité et le militantisme collectif* ». Il s'est ensuite lancé dans la création de l'association Mémoire des Sexualités, puis a porté les Salons de l'Homosocialité dans les années 2000. Et il n'a aucune raison de cesser son combat.

Si la question de la visibilité des homosexuels fait encore débat aujourd'hui, c'est bien parce qu'elle met en lumière l'ostracisme, la ségrégation, ou pire, les persécutions dont certaines populations sont toujours victimes. Le droit à la ville pour tous est aussi une affaire de genre. A cause de préjugés moraux, lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, ne peuvent librement affirmer leur identité dans la Cité.

Or, la revendication de pouvoir assumer au grand jour sa sexualité renvoie avant tout à un principe d'équité. Un régime démocratique devrait reconnaître les différentes orientations sexuelles, de la même manière qu'il devrait accepter les différences religieuses et culturelles. Comme le dit si bien la formule « Tous différents, tous égaux » ; les homosexuels n'exigent pas plus de droits que les autres, mais les mêmes droits que les autres. Ces luttes s'inscrivent dans un indispensable combat

pour rendre la société plus démocratique. C'est la raison pour laquelle, il n'est absolument pas nécessaire d'être homosexuel pour militer pour cette « cause ».

« La majorité, ce n'est personne, la minorité, c'est tout le monde » (Gilles Deleuze)

La référence à une norme, une « normalité », permet de justifier la restriction des libertés individuelles. Bien sûr, il ne s'agit pas de refuser l'instauration de normes, de morales, de lois, qui vont fixer des limites et permettre de réguler la vie en société, mais de veiller à ce que ces cadres soient négociés pour intégrer le plus largement possible l'ensemble des configurations culturelles et sociales. Ici, sous couvert de norme, une soi-disant majorité nie un droit fondamental. Pour résister à toutes les stratégies qui contreviennent à l'affirmation de notre être, Gilles Deleuze nous invite à revendiquer un devenir minoritaire. Pour le philosophe, la « majorité », en prétendant parler au nom de tout le monde, ne dit finalement rien de personne. Car, dans notre « devenir », nous sommes forcément, à un moment ou un autre, minoritaires. Et comme en littérature et dans l'usage des langues, par un paradoxal retournement de sens, une fois assumée, cette minorité peut prétendre à l'universalité. Christian de Leusse transpose cette évidence dans le champ politique : *« Et si, pour l'ensemble de la société, la bataille pour le droit des homosexuels était aussi vitale que les autres combats ? [...] Et si cette liberté était vitale pour l'ensemble de la société pour construire la vie sociale et laisser libre cours aux expressions culturelles ? ».*

Les combats pour vivre ses désirs plus librement participent bien d'un vaste mouvement d'émancipation. *« Lorsque les sociétés les plus figées, les plus contraintes, finissent par bouger, poursuit Christian de Leusse, il apparaît comme une évidence à leurs citoyens qu'aucun développement ne pourra se faire sans desserrer l'étau des contraintes et des libertés ».* Et de faire le parallèle avec les révoltes arabes : *« Cette revendication joue un rôle dans la capacité de revendication (et parfois même accroît la mobilisation et l'énergie des personnes directement concernées). Les premières libertés acquises jurent davantage avec les contraintes diverses qu'on veut imposer aux peuples (qu'elles soient morales, religieuses ou politiques) ».* Les LGBT devraient donc être à la pointe du combat, mais les mouvements démocratiques rechignent à intégrer cette revendication. *« Il y a*

*toujours quelqu'un pour leur dire que leur combat défigure la belle image que veut se donner le mouvement démocratique ou, à tout le moins, qu'il n'est pas prioritaire. Ainsi, il a fallu un temps infini, en France (1982), comme en Allemagne (avec l'abolition du paragraphe 175**), pour que les LGBT eux aussi conquièrent leurs libertés ».*

Des normes castratrices

Les revendications LGBT touchent à des principes fondamentaux, donc communs à l'ensemble de l'humanité. Mais l'identité singulière de ces populations est toujours, sinon niée, du moins confrontée à des *a priori*. Et Christian de Leusse de revenir sur le mouvement de libération des mœurs impulsé en Mai 68. « *L'aspiration à "jouir sans entraves" était d'abord une réclamation hétérosexuelle, de garçons et de filles souhaitant enfin se rencontrer librement ; les années 1970, avec la pilule, ont alimenté cette soif de liberté, et même, si les années sida ont contraint cette liberté, bien des choses étaient désormais acquises* ». Christian de Leusse estime que « *la revendication montante des LGBT n'aurait pas recueilli un tel écho si le monde hétérosexuel n'avait ressenti lui aussi son désir de liberté de choix sexuel, ou tout simplement de vie sexuelle affichée dans l'espace public* ». Les luttes LGBT devraient être soutenues par les mouvements dits progressistes. Or, elles se heurtent aussi aux mêmes préjugés moraux, et même chez ceux qui prétendent pourtant renverser les systèmes de valeurs obsolètes.

Nos sociétés sont ainsi amputées d'un potentiel de création et d'imagination important. Contrairement aux désirs hétérosexuels qui s'étalent partout, l'affichage de la sensibilité LGBT est très contraint. De toute évidence, bon nombre d'artistes ont dû, dans le passé (et certainement aujourd'hui encore), adapter leurs « penchants » et leurs « inclinaisons » aux normes hétérosexuelles. « *La liberté d'aimer n'est-elle pas une condition fondamentale de la liberté de créer ?* interroge pourtant Christian de Leusse. *La liberté d'aimer n'a pas à être conditionnée par l'orientation sexuelle. Et les transsexuels à leur tour, apportent aujourd'hui une nouvelle composante au mouvement LGBT ; nombre d'entre eux et d'entre elles, sont très fortement impliqués dans les actes de création. Plus globalement, la liberté culturelle dans l'ensemble de la société n'a pas beaucoup de sens sans celle des LGBT, au risque d'un appauvrissement dangereux de son contenu* ».

Et l'empêchement, est encore plus flagrant chez ceux qui n'ont pas accès à une visibilité artistique. Il est évidemment plus difficile d'assumer ses orientations sexuelles dans certains milieux que dans d'autres. « *Pourquoi créerait-on une dichotomie entre les créateurs libres et les non créateurs assujettis ?* », interroge encore Christian de Leusse. Les facteurs discriminants ont tendance à s'accumuler. Imaginons les difficultés d'intégration que rencontrera un individu LGBT, pauvre, non européen d'origine, avec un faible niveau d'étude, issu d'un quartier « défavorisé »...

Les LGBT acteurs du dynamisme des villes

Souvenons-nous que Richard Florida*** pose la visibilité homosexuelle comme l'une des composantes de la « Ville créative ». Pour ce géographe américain, la réussite d'une ville repose sur trois moteurs : les Technologies (ingénieurs, chercheurs, universitaires...), les Talents (artistes et plus largement toutes les professions créatives) et la Tolérance (c'est à dire accepter sur son sol les communautés qu'elles soient raciales, sociales ou culturelles). Richard Florida identifie ainsi des indices gai et bohémien. Nous avons, par ailleurs, mis en lumière le caractère idéologique et scientifiquement peu fiable de cette thèse. En fait, Richard Florida donne une définition tellement vaste de la « classe créative » qu'elle perd toute possibilité d'analyse rigoureuse et s'apparente plus à un slogan de marketing urbain qu'à un véritable concept. De plus, cette approche érige une frontière entre les individus et relève d'un principe d'exclusion. Ce n'est pas tant l'idée de ville créative qui pose problème que la conception élitiste, non inclusive, de la créativité défendue par Florida.

Cependant, si ce modèle de « *creative class* » est sujet à caution, la corrélation entre tolérance et « créativité » semble, elle, pertinente. « *Nombre de villes occidentales, parmi les plus créatives, sont celles qui ont en même temps une communauté LGBT forte et visible, Berlin des années 1920 avant les autres, mais aujourd'hui Amsterdam, San Francisco, New-York, Paris, Barcelone, etc. sont des exemples forts* ». Et, sur ce terrain-là, Marseille est loin d'être à l'avant-garde. Les raisons sont sans doute multiples.

Marseille la rétrograde

Christian de Leusse souligne tout d'abord la prégnance très forte des religions monothéistes dans la cité phocéenne : *« les immigrations chrétiennes successives (italiennes, espagnoles, arméniennes...), la religion israélite, puis la place plus forte de la religion musulmane, ont joué, l'une après l'autre, et jouent toujours un rôle majeur dans les contraintes de la vie publique et - plus encore - de la vie privée »*. Et effectivement, de nombreuses études mettent en lumière le caractère forcément moins tolérant des religions monothéistes par rapports aux croyances polythéistes ou animistes.

Patrick Lacoste insiste, lui aussi, sur les approches communautaires qui figent les représentations morales. Le pouvoir politique marseillais a sans doute entretenu cette dimension communautaire et, par le clientélisme, lui a même donné une forme de légitimité politique. De plus, la « culture méditerranéenne », avec ses traditions patriarcales, participe sans doute au renforcement du puritanisme, du machisme et des préjugés de genre.

Ce machisme pèse sur l'ensemble de la société. *« Il exerce un contrôle social draconien sur les femmes, nous rappelle Christian de Leusse. Et celles-ci le combattent depuis des décennies »* Mais ce « modèle » est aussi destructeur pour l'ensemble de la population : *« Il exerce aussi et surtout, on l'oublie trop, une pression constante sur les adolescents et les adolescentes, obligés pour les uns à se conformer à l'image virile qu'on attend d'eux et, pour les autres, à plier devant la volonté des hommes »*.

Bernard Organini (responsable du comité local de l'Appel des Appels), parle, lui, d'une dictature des comportements les plus rigides et les plus stéréotypés. Ils sont intériorisés puis reproduits. Ils participent ainsi à une forme d'aliénation collective.

Nul doute également que la pauvreté est un facteur aggravant, car, *« elle implique des difficultés à sortir du carcan social et moral de la famille. Elle induit également un faible niveau d'éducation et de d'éveil à d'autres cultures. Les contraintes et le contrôle social sont plus importants. L'émancipation des femmes est souvent plus problématiques dans les milieux défavorisés»*. Et Christian de Leusse de souligner *« le lien étroit entre libertés données aux femmes et l'émergence des libertés des LGBT »*. Dans les années 1970, les combats légitimes des femmes (pour l'avortement par exemple) ont permis de rendre visibles d'autres discriminations, notamment celles que subissaient les homosexuels.

Pour autant, il ne s'agit pas de revendiquer une liberté sans limites. Au contraire, des contraintes inévitables relèvent de l'acceptation du fait que l'Homme est un animal social et que nous sommes interdépendants les uns des autres. Il convient alors, par exemple, et comme le rappelle Alain Moreau, de préserver une séparation entre l'espace privé et l'espace public. Et Bernard Organini de faire référence à Jean-Claude Michéa qui, dans son essai *Le Complexe d'Orphée*, réinterprète le fameux slogan soixante-huitard « Jouir sans entrave » qu'il envisage comme une forme d'« infantilisation libérale ». Pour le philosophe, l'individu narcissique et jouisseur dans l'immédiateté, n'a plus aucune considération ni conscience d'autrui, aucune limite. Son seul horizon philosophique consiste à vouloir consommer tout de suite des objets dont le système programme l'obsolescence, au nom d'un soi-disant « progrès ». Le symptôme le plus évident en est la difficulté de plus en plus grande à exercer quelque forme d'autorité que ce soit par ceux dont cela devrait être normalement le rôle. Comme toujours, les premières victimes de ces phénomènes de délitements des repères sont les populations les plus démunies. Le psychologue Alain Moreau évoque, à ce sujet, des études réalisées dans les quartiers nord de Marseille, où il a eu l'occasion de constater la dégradation de l'éducation dans les milieux populaires, qu'ils soient d'origine immigrée ou pas, à partir du milieu des années 1980 : « *La part de ce que l'on peut appeler les familles à éducation faible, en bref les parents qui ne contrôlent plus grand-chose (la socialisation et l'éducation des adolescents étant faite alors, pour l'essentiel, par le groupe d'âge et la rue), ne cesse de croître par rapport à celles qui pratiquent une éducation volontaire* ». Evidemment, cette absence d'éducation favorise, entre autres, le développement de personnes aux comportements machistes et violents, sans considération pour autrui, en particulier chez les hommes.

La culture donne-t-elle l'exemple ?

Toutes ces atteintes à la liberté fondamentale de pouvoir vivre librement selon son identité et son genre sexuel ont des répercussions sur l'ensemble des droits politiques et sociaux. « *A Marseille, poursuit Christian de Leusse, nous sommes souvent dans un carcan avec, par exemple, la difficulté pour les femmes et pour les jeunes filles de sortir où elles veulent et quand elles veulent. La question de la sécurité a bon dos, elle n'est pas, loin s'en faut, la seule raison de cette difficulté. La*

contrainte sociale, celle du rôle assigné aux femmes en particulier, est déterminante ». Au plus se renforcent les crispations identitaires et sécuritaires, au plus le nombre des vidéos-surveillance augmente et au plus la tolérance recule. « *Tout le monde sent bien que la liberté de sourire, de regarder, de communiquer librement, d'exprimer ses émotions, se tenir par la main, s'embrasser... toutes ces libertés que l'on peut vivre en cercle restreint, sont constamment bridées dans la rue, dans cette ville en particulier ; le regard est toujours dans le self-control, nous ne sommes pas dans un climat de laisser-aller qu'on peut trouver dans des villes plus libres, plus conviviales, plus joyeuses, où les personnes se déplacent en confiance, dans la liberté d'exprimer ses sentiments et ses désirs, qu'ils soient enfants, adolescents, femmes, ou... a fortiori homosexuels* ».

La difficulté éprouvée par les LGBT pour prendre toute leur part dans les affaires de la cité prouve à quel point notre système démocratique est inaccompli. Et si le champ culturel peut avoir une valeur « exemplaire » ou « progressiste », il convient alors qu'il laisse toute sa place à cette capacité créative. Or, comment ne pas déplorer l'homogénéité sociale, raciale et sexuée de ce secteur ? Ici aussi, dans leur très grande majorité, les postes à responsabilité sont occupés par des hommes-blancs-européens-surdiplômés.

Le choc de l'Europride

2013 pourrait marquer un changement. L'Europride va se dérouler à Marseille qui sera alors Capitale Européenne de la Culture. « *Le fait que MP 2013 ait labellisé cet événement va sans doute lui donner davantage d'ampleur* », estime Christian de Leusse. 100 000 homosexuels, lesbiennes et trans, sans doute beaucoup plus, viendront défiler début juillet 2013. « *Quel accueil la Provence est-elle capable de réserver à cette visibilité-là ? Et quelle place sera-t-elle capable de donner aux débats, aux expositions et aux spectacles portés par les homosexuels ? Ce sera l'un des signes de l'intégration tant attendue des LGBT dans la vie de notre ville* ».

L'Europride représente donc une belle opportunité d'imbriquer la culture pour tous à la liberté d'être de chacun.

Marseille Provence 2013

Capitale de quoi déjà ?

Pensons le Matin est également revenu sur la présentation de l'avant-programme de Marseille Provence 2013. Le « spectacle » proposé par MP 2013, jeudi 19 janvier, à la Friche La Belle de Mai, quatre heures durant, était pour le moins laborieux. Un exercice forcément très superficiel et très ennuyeux. Mais pouvait-il en être autrement ? Gisèle Gros-Coissy rappelle d'ailleurs que la vocation essentielle de cette soirée consistait à « vendre » MP 2013 à la presse nationale. Philippe C. nous invite à dissocier la forme de cette présentation du contenu réel que proposera MP 2013. Cette « spectacularisation » s'inscrit dans une stratégie de communication assez inévitable. Elle ne reflète pas forcément ce que sera l'année 2013. Et de nous interroger sur la finalité de cette capitale européenne de la culture qui, de toute évidence, ne poursuit pas uniquement des objectifs artistiques. Quelle est la principale priorité de MP 2013 ? Participer à la structuration culturelle du territoire ou s'inscrire dans une stratégie visant à faire entrer l'aire métropolitaine marseillaise dans le Top 20 des métropoles européennes ? Les deux approches sont-elles compatibles ? Et Philippe C. d'insister également sur le contexte de réduction des financements publics de la culture qui fragilise d'autant ce secteur.

Claude Renard estime pourtant que cette présentation publique de l'avant programme de MP 2013 reste emblématique de la vision défendue par ce projet qui succombe à la tentation de la démesure et qui, plutôt que d'adopter une posture de reconnaissance globale, construit des catégories forcément exclusives. Et de prendre l'exemple des discours sur le multiculturalisme et la tradition d'hospitalité de ce territoire, alors même que la population Rom est la proie d'une politique d'expulsion infâme. Dans le même esprit, Gisèle Gros-Coissy souligne que la Capitale Européenne de la culture qui met en valeur le Camp des Milles (camp d'internement et de déportation entre 1939 et 1942) ne devrait pas se contenter de ce travail sur la mémoire mais aussi se soucier des « camps des Roms ». Philippe Foulquié, lui, estime que la capitale européenne de la culture « survole » sans entrer profondément dans la réalité de cette ville et de toute sa richesse urbaine, sociale et

culturelle. L'ancien directeur de la Friche s'intéresse aux propositions alternatives, « aux marginalités » qui sont en train d'émerger sous la forme de « Off ». Un manifeste est aussi en cours d'élaboration. « *Beaucoup de projets vont profiter de l'aura de 2013 pour s'inscrire dans l'espace public* ».

Patrick Lacoste prend, lui, appuie sur une interview**** de Maxime Tissot, directeur de l'office du tourisme de Marseille, pour décrypter la vision qu'une partie du monde économique défend pour cet événement. « *Maxime Tissot affirme haut et fort que MP 2013 doit servir à changer l'image de Marseille. Il est dans la négation de la structure éminemment populaire de cette ville. Il veut faire disparaître cette réalité au profit d'une économie résidentielle et touristique de type Côte d'Azur. Sans aucune légitimité, il demande à Marseille Provence 2013 de réorganiser l'offre culturelle. De plus, il adopte une posture paternaliste vis à vis-du peuple* ».

Un intervenant évoque également l'absence de convergence dans l'action entre les entités institutionnelles territoriales qui « avancent en parallèle » rendant ainsi impossible l'émergence d'un sens global. Il s'interroge sur le fonctionnement de certains équipements, notamment le Centre Régional de la Méditerranée porté par le Conseil régional : « *un magnifique objet architectural de 70 M€ dont on ignore tout du contenu* ».

* LGBT (pour lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels) est un acronyme qui est reconnu par la "communauté" homosexuelle car il "rassemble" les différentes catégories concernées ; parler des homosexuels est réducteur, les femmes reprochaient aux gays de tirer la couverture à eux, et les autres "catégories" se sentaient, elles aussi, oubliées.

** On appelle paragraphe 175 l'article 175 du Code pénal (*Strafgesetzbuch*) allemand qui condamnait l'homosexualité masculine, de 1871 à 1994. C'est au nom de ce paragraphe que plusieurs dizaines de milliers d'homosexuels ont été arrêtés et envoyés dans les camps de concentration sous le régime nazi.

*** Lire synthèse Pensons le Matin n° 11 du 18 décembre 2010

**** *TGV Magazine*

Jean-Claude Michéa. Le complexe d'Orphée. Coll. Climats. Flammarion. 2011. 360p.